



Il était une fois un roi qui imposait à son pays un ministre de son choix. Qui tentait de faire démissionner son Premier ministre. Qui intervenait dans la politique africaine de la Belgique. Ce souverain, décédé il y a vingt-cinq ans, c'est le roi Baudouin, dont l'influence politique contraste avec l'exercice du pouvoir royal aujourd'hui.

PAR OLIVIER ROGEAU

Un dimanche d'été. Il y a vingt-cinq ans. Ce matin du 1<sup>er</sup> août 1993, la Belgique est comme tétanisée. Elle vient d'apprendre la disparition inopinée de son roi, « mort cette nuit, à 63 ans, dans sa résidence de Motril, en Espagne », annonce la radio. Des milliers d'anonymes affluent devant le palais royal, à Bruxelles. Depuis le petit matin, certains déposent des fleurs devant les grilles du bâtiment ou allument des bougies. Des scouts entament un chant en hommage à Elan royal, le totem de Baudouin. Les drapeaux tricolores apparaissent aux fenêtres. L'émotion ne cesse de grandir au cours de cette « semaine sainte » vouée à la mémoire du roi.

La presse relaie, voire exacerbe le chagrin des Belges. « Un grand vide s'est installé dans les cœurs, à la mesure de l'homme d'exception qu'était Baudouin I<sup>er</sup> », écrit Jacques Gevers, rédacteur en chef du Vif/L'Express, dans son éditorial du 6 août. Les médias présentent le roi comme un homme simple, souvent triste, qui a beaucoup souffert. Le symbole va devenir un mythe.

Le samedi 7 août, les dirigeants du monde entier assistent aux obsèques dans la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule : l'empereur du Japon Akihito, l'un des rares amis de Baudouin à une époque où la majorité des familles royales boudaient le jeune roi ; la reine Elizabeth d'Angleterre, montée sur le trône en 1952, un an après Baudouin, et qui participe pour la première fois de sa vie à des funérailles officielles à l'étranger ; les « chefs d'Etat non couronnés », du Français François Mitterrand à l'Égyptien Hosni Moubarak ; le Polonais Lech Walesa et le Tchèque Vaclav Havel, « venus apporter le salut des pays d'Europe centrale libérés de dictature communiste », rappelle José-Alain Fralon, auteur de *Baudouin. L'homme qui ne voulait pas être roi* (Fayard, 2001).

« Il y a des rois qui sont plus que des rois », dira le cardinal Godfried Danneels dans son homélie. Le primat de Belgique suggère que Baudouin était un saint, par son vécu des valeurs évangéliques, son attention portée aux exclus, handicapés, prostituées, enfants... En 1960, Fabiola, avant de quitter son pays pour épouser le roi, avait déjà confié à un hebdo catholique espagnol : « Le roi Baudouin est un saint. Si vous voyez comme il prie [...]. Il ne serait pas étonnant qu'à sa mort, dans beaucoup d'années, il monte au ciel. » Une possible béatification est évoquée peu après son

décès. Mais porter ainsi le souverain aux nues pourrait déstabiliser la société belge, font remarquer certains analystes. L'impossibilité de régner de Baudouin, qui a refusé de signer la loi sur l'avortement, trois ans plus tôt, a laissé des traces et fragilisé la monarchie.

L'humanité, la gentillesse et la droiture dont il ne s'est jamais départi pendant quarante-deux ans de règne sans confort ne doivent pas cacher une réalité : Baudouin refusait de n'être qu'une potiche, un roi purement protocolaire. L'accroissement des tensions communautaires en Belgique a joué un rôle considérable dans sa volonté de tenir un rôle politique de premier plan. Les réformes institutionnelles en cascade l'inquiétaient. Il était conscient que l'élargissement du fossé entre Flamands et francophones pouvait conduire à l'éclatement de son pays.

En 1983, l'arrivée à la Cour d'un nouveau chef de cabinet, Jacques van Ypersele de Strihou, homme discret à l'éternel sourire, permet au roi de se décharger de nombreux dossiers. L'éminence grise se fait des ennemis : on lui reproche de tout concentrer entre ses mains. Mais on reconnaît sa fidélité indéfectible au roi et à la patrie. Pour la première fois, « van Yp » sort de son devoir de réserve : il accepte de nous parler de la personnalité de Baudouin, de son attitude avec ses visiteurs (*lire son interview, page 18*). Van Ypersele a conseillé le roi lors des crises politiques traversées par la Belgique. Encouragée par la multiplication de ces crises, la « magistrature d'influence » du roi a été une réalité perceptible.

La marque de Baudouin sur la politique africaine de la Belgique a été plus forte encore. Le roi a vite compris que les affaires congolaises restaient le domaine où le Palais pouvait et devait jouer un rôle direct. De la fin de l'époque coloniale aux turbulences de l'ère Mobutu, son interventionnisme a mis plus d'une fois le gouvernement belge dans l'embarras (*lire page 20*). De même, Baudouin s'est mêlé de la politique belge à l'égard du Rwanda, pressant même, en 1990, le gouvernement d'intervenir militairement à Kigali pour secourir le régime de son ami le président Juvénal Habyarimana (*lire page 24*). Quel contraste avec l'effacement actuel de la monarchie ! Aujourd'hui, il est plutôt question de limiter les pouvoirs du roi. L'évolution de l'opinion en faveur d'une fonction royale encore plus réduite se confirme de sondage en sondage. ♦

**Baudouin refusait de n'être qu'une potiche, un roi purement protocolaire**

# LE ROI BAUDOUIIN VU PAR « VAN YP »

Il a été le chef de cabinet de Baudouin de 1983 à 1993. Sa discrétion est légendaire. Pour la première fois, Jacques van Ypersele de Strihou accepte d'évoquer les traits marquants de la personnalité du roi et ses principales préoccupations.

ENTRETIEN : OLIVIER ROGEAU

**Avant de devenir le chef de cabinet d'Albert II, vous avez été celui de Baudouin.**

**Quels aspects du personnage vous ont frappé ?**

Le roi Baudouin ne supportait pas que l'on parle de son image. Ce mot « image » le hérissait. Quand ses conseillers lui suggéraient d'utiliser la télévision pour soigner sa popularité, il se rebellait. Il était totalement allergique à tout ce qui touchait au paraître. La perception que les médias avaient de lui le laissait complètement indifférent. En 1975, lors du 25<sup>e</sup> anniversaire de son règne, l'un des organisateurs de l'événement a eu l'idée, pour fêter le roi, de réaliser un projet durable, qui perpétuerait sa mémoire. Il a proposé d'ériger une statue du souverain. Le roi a eu vent de cette intention et s'y est opposé avec la plus ferme énergie. Il a suggéré que les dons prévus pour ce jubilé servent à la création d'une fondation destinée à améliorer les conditions de vie des gens, avec un accent mis sur le social. Cela dit beaucoup sur le souverain.

**Une fondation au service de la monarchie ?**

Il n'avait aucun sentiment possessif vis-à-vis de la fondation qui porte son nom. Il ne la voyait pas comme un instrument de pouvoir de la royauté, même si, indirectement, cela a eu ce résultat. Il suivait ses travaux dans les grandes lignes. La fondation a son identité, sa personnalité, ses organes de décision propres. Cette indépendance et le pluralisme social, philosophique et communautaire ont été voulus par le roi. J'ai siégé à la fondation entre 1988 et 2013, comme représentant du souverain. Elle est restée fidèle à l'inspiration du roi Baudouin.

**Comment a-t-elle évolué ?**

Elle s'est adaptée aux nouveaux besoins, comme l'intégration des migrants dans la société. Il y a vingt ans, elle a soutenu la création de Child Focus. Elle s'est investie dans les soins de

santé, l'éducation et la protection du patrimoine, domaine dans lequel le roi s'était peu impliqué. Son budget annuel est aujourd'hui de 75 millions d'euros. Son professionnalisme est reconnu par le monde politique belge et européen.

**Quelles étaient les principales préoccupations sociales du roi Baudouin ?**

Outre la pauvreté et la précarité, la question de la traite des êtres humains l'a vivement interpellé. En 1992, il a lu *Elles sont si gentilles, Monsieur*, l'enquête du journaliste Chris De Stoop sur un réseau de prostitution. Avec Paula D'Hondt, commissaire royale à l'immigration, il s'est rendu au centre Payoke d'Anvers, fondé par Patsy Sørensen. La fondation a ensuite joué un rôle concret en la matière, notamment au travers de programmes de prévention dans les Balkans.

**D'autres projets l'ont intéressé ?**

Il a été marqué par sa rencontre avec le Bangladais Muhammad Yunus, l'initiateur du concept de microcrédit, lauréat du prix Roi Baudouin en 1992. Le roi Baudouin et la reine Fabiola étaient aussi sensibles au sort des femmes rurales dans le tiers-monde. De son côté, la fondation est devenue un lien de rencontre unique pour des responsables de tous horizons dans la société.

**Peut-on dire que le pouvoir moral de Baudouin a augmenté au cours de son règne, tandis que diminuait son pouvoir politique ?**

Jusqu'au bout, il a continué à suivre de près l'évolution du pays et à exercer sa magistrature d'influence dans les affaires politiques. Quant aux défis sociaux, ils l'ont préoccupé dès le début de son règne. Il s'est intéressé au sort des sans-abri et des familles en difficulté. En décembre 1952, l'abbé Froidure, fondateur de l'association Les Petits Riens avant la guerre, lui a fait visiter les taudis des Marolles. Autre visite imprévue : en juin 1991, le roi s'est rendu à Borgerhout, près d'Anvers, où les tensions étaient vives entre Belges et immigrés. Dans un souci d'équilibre, le souverain s'est entretenu avec des retraités belges et les conseils turc et marocain.

**Quels échanges l'ont particulièrement marqué ?**

Le courant passait bien avec François Mitterrand. Le roi Baudouin, qui a connu une jeunesse troublée par la guerre et l'après-guerre, n'avait pas fait d'études universitaires, ce dont il souffrait. Mais il avait l'intelligence du cœur. Le président français s'en rendait compte. Les deux hommes prenaient plaisir à dialoguer sur le sens de la vie et d'autres questions philosophiques. Le roi Baudouin aimait aussi converser avec l'ancien Premier ministre social-chrétien Pierre Harmel, une belle figure, avec Wilfried Martens et Willy Claes, ou encore avec Dom Hélder Camara, l'évêque brésilien proche des pauvres et de l'Eglise progressiste sud-américaine. Il appréciait Jacques Delors et Vaclav Havel, le dramaturge et ancien président tchèque, qu'il a rencontré après la révolution de Velours, à New York et en Tchécoslovaquie. Le roi jugeait nécessaire l'approfondissement de la construction européenne.

**Comment se déroulaient ses entretiens avec ses visiteurs ?**

Tous ceux qui ont été reçus en audience ont été frappés par sa capacité d'écoute et son empathie. Ce n'était pas du paraître. Il cherchait à comprendre les motivations de ses interlocuteurs, leurs espoirs, leurs soucis. Il prenait des nouvelles de la famille de ses visiteurs, de ses collaborateurs, de son chauffeur. Il faisait cela *genuinely*, sans se forcer, de façon naturelle.

**Un souvenir personnel de cette empathie du roi à l'égard ses visiteurs ?**

Une anecdote amusante : à ceux qui lui semblaient *sukkel*, être mal en point, il conseillait de prendre un médicament et précisait lequel. Car ses propres ennuis de santé l'ont conduit à rencontrer de nombreux médecins et à acquérir des connaissances en médecine. Grand joueur de golf et de tennis dans sa jeunesse, il ne faisait plus beaucoup de sport à l'époque où je suis devenu son chef de cabinet, à cause de ses douleurs au dos. Il lui restait la marche, qu'il pratiquait régulièrement dans le parc du palais de Laeken et au domaine royal de Ciergnon. A bon nombre de ses visiteurs, qu'ils soient ministres ou membres de son entourage, il remettait un petit bout de papier sur lequel il avait griffonné le nom d'un médicament. Et il leur disait : « Vous devriez prendre cela. » Souvent, en rentrant chez moi, je disais à ma femme : « J'ai reçu ma prescription ! »

**Baudouin a longtemps été qualifié de « roi triste », surtout au début de son règne. Est-ce l'image que vous gardez de lui ?**

En privé, il pouvait être joyeux, avoir le sens de l'humour. Mais en public, il avait une grande réserve, une certaine pudeur aussi, en raison de son histoire personnelle. Il restait surtout d'une grande prudence. C'est une question de tempérament et une conséquence des conditions de son accession au trône. ♦

# BAUDOUIN, LUMUMBA, MOBUTU : L'HISTOIRE SECRÈTE DU CONGO

De la fin de l'époque coloniale aux turbulences de l'ère Mobutu, Baudouin a imprimé sa marque sur la politique congolaise de la Belgique. Un interventionnisme qui a mis plus d'une fois le gouvernement dans l'embarras.

PAR OLIVIER ROGEAU

Is sont trois sur la liste noire. Trois présidents jugés indésirables en Belgique en août 1993. La famille royale n'a pas souhaité la présence, aux funérailles du roi Baudouin, du Serbe Slobodan Milosevic, de l'Irakien Saddam Hussein et du Zaïrois Mobutu. L'homme à la toque de léopard a pourtant tenté le forcing pour se faire inviter aux obsèques, à Bruxelles. Sa mise à l'index l'a profondément blessé. A l'automne de son règne, il rappelait volontiers l'amitié qui le liait à Baudouin et leur proximité générationnelle : « Nous avons le même âge, il est de septembre, je suis d'octobre » (1930). Au milieu des années 1960, Mobutu, parvenu au sommet de l'Etat, s'adonne à une lubie mimétique. Pour ressembler au roi des Belges, devenir son noir jumeau, il porte les mêmes lunettes que lui, adopte les mêmes coupes d'uniformes et prend le même air songeur. Il a vite trouvé les mots justes pour plaire au souverain : « Il faut préserver l'héritage de Léopold II », déclare-t-il. Le président congolais tient à traiter d'égal à égal avec le roi, qu'il appelle « mon cousin ». Baudouin est le parrain d'une de ses filles.

## **Diplomatie parallèle**

A de nombreuses reprises, Baudouin doit intervenir comme médiateur quand Bruxelles et Kinshasa sont au bord de la rupture. « En 1966, il incite le ministre des Affaires étrangères, Pierre Harmel, à se rendre au Congo, un voyage qui toutefois se solde par un échec et un affront pour le chef de la diplomatie belge », remarque l'historien de la VUB Guy Vanthemsche,

auteur de *La Belgique et le Congo* (Editions Complexe, 2007). « L'année suivante, il écrit à Mobutu afin d'apaiser la crise des mercenaires. Mobutu fait alors appel à un émissaire privé, le prince d'Arenberg, pour apporter sa réponse au roi, un exemple de diplomatie parallèle. »

En juin 1968, le voyage privé de Mobutu à Bruxelles est dû à une initiative de la Cour, et non du gouvernement. Baudouin passe outre les réticences d'Harmel. Mobutu et son épouse sont invités à loger au palais et le roi décore le maréchal du grand cordon de l'ordre de Léopold. Baudouin continuera à soutenir Mobutu à une époque où les méthodes de son régime – corruption, détournement d'agent public, violations des droits de l'homme – sont bien connues.

### L'onction royale au régime

Cette période de rapports chaleureux culmine fin juin 1970, lorsque Baudouin et Fabiola se rendent au Congo pour célébrer le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance. Leur séjour aux quatre coins du pays, bientôt rebaptisé « Zaïre », est « un triomphe, amplifié par la présence d'un fort contingent de journalistes étrangers », note Jean-Pierre Langellier, ancien journaliste au *Monde*, auteur d'une biographie du maréchal (*Mobutu*, Perrin, 2017). « Pour Mobutu, c'est une formidable opération de relations publiques qui exalte l'onction royale donnée à son régime. »

Les deux chefs d'Etat rivalisent de rhétorique pour magnifier l'œuvre de la Belgique en Afrique, encore inachevée, estime Mobutu. Le « Guide suprême » invite Baudouin sur le fleuve Congo, à bord du Kamanyola, cet ancien courrier colonial à quatre ponts, transformé en luxueux *houseboat* présidentiel.

### La colère d'un roi

Les relations entre Baudouin et Mobutu changent de nature à partir de 1985. Lors d'un nouveau voyage au Zaïre, le roi prononce un discours nettement plus réservé que celui du gouvernement belge, qui s'en trouve embarrassé. En 1989, le « président-fondateur » s'irrite des attaques de la presse belge contre son régime. En réaction, il fait annoncer par l'agence de presse zaïroise Azap qu'une exposition va être organisée à Kinshasa sur les méfaits de la colonisation belge. Elle doit mettre en évidence le caractère sanguinaire de Léopold II, désormais comparé à Hitler. Baudouin est ulcéré par cette attaque contre sa famille. Il est encore plus furieux d'apprendre que les organes de presse congolais, voix de leur maître, menacent de « dévoiler » quelques secrets délicats pour la Cour royale. Le 11 décembre 1989, un envoyé spécial du maréchal assure, sur une chaîne télé belge, qu'il a dans sa serviette une lettre du roi au président zaïrois lui demandant de favoriser une entreprise belge dans la réalisation d'un projet industriel (les Acec, alors candidate à la construction d'un barrage à Mobayi).

Cette fois, la rupture est consommée. Le roi, qui affiche en général une grande courtoise, ne décolère pas. « Baudouin en

fait une affaire personnelle et deviendra viscéralement opposé à Mobutu », confirme le journaliste José-Alain Fralon, auteur de *Baudouin. L'Homme qui ne voulait pas être roi* (Fayard, 2001). « Il ne pardonnera jamais à celui qui fut son ami. » A la fin de sa vie, il était « bien plus critique que certains de ses ministres à l'égard de Mobutu », a confié l'ancien Premier ministre Wilfried Martens. Baudouin voulait couper toute aide au Zaïre avant même que la mesure soit envisagée par le gouvernement.

### Un héritage à transmettre

Quel contraste avec la longue lune de miel des années 1965 à 1985 ! Le roi s'était réjoui du coup d'Etat du 24 novembre 1965, qui a porté Mobutu au pouvoir. Baudouin misait sur le nouvel homme fort du pays pour stabiliser un Congo, ravagé par les rébellions depuis l'indépendance. Dix ans plus tôt, en 1955, le jeune souverain avait pris contact avec le pays fondé par son arrière-grand-oncle, Léopold II. Il s'y retrouvait sans le secours et les conseils de son père, le roi déchu Léopold III. « Or, les affaires congolaises restent le domaine où le roi peut et doit jouer un rôle direct, remarque José-Alain Fralon. Baudouin sait surtout que le Congo fait partie de l'héritage qu'on lui a transmis et qu'il devra, à son tour, léguer à son successeur. »

Lors de ce périple, qualifié de « triomphal », les Congolais surnomment le roi « Bwana Kitoko », le « beau jeune homme », le « noble seigneur ». A Stanleyville, un certain Patrice Lumumba parvient, lors d'une réception, à s'entretenir pendant dix minutes avec lui. Il lui parle du sort de la population indigène. « Baudouin écoute attentivement et posa des questions », raconte David Van Reybrouck, dans *Congo. Une histoire* (Actes Sud, 2012). Le lendemain, le roi s'arrête pour le saluer, geste remarqué. Le prestige de Lumumba s'en trouvera renforcé. Peu après, lors d'un voyage d'études en Belgique, Lumumba vantera « les bienfaits de Léopold II et de la colonisation belge sans la moindre ironie », note l'écrivain flamand.

### Un vice-roi pour le Congo ?

Revenu en Belgique, Baudouin prononce, le 1<sup>er</sup> juillet 1955, un discours devant le Cercle royal africain. Il appelle de ses vœux la naissance d'une « communauté belgo-congolaise ». Cette année-là émerge aussi, dans la presse congolaise et le milieu des colons « autonomistes » allergiques à la « politicaille » belge, la notion de « vice-royauté ». Un hebdomadaire d'Elisabethville, *Congo-Soir*, demande à Baudouin d'envoyer au Congo, en tant que vice-roi, son frère, le prince Albert. L'idée d'une structure belgo-congolaise dirigée par deux souverains, l'un pour la Belgique, l'autre pour le Congo, fait son chemin au Palais. Elle est commentée dans la presse belge et internationale. Londres s'en inquiète auprès de Bruxelles et le projet suscite le mécontentement du gouvernement belge (libéral-socialiste) de l'époque.

En 1957, l'ambassadeur britannique à Bruxelles informe le Foreign Office →

**Baudouin sait  
que le Congo fait partie  
de l'héritage que sa  
famille lui a transmis**

→ que des rumeurs circulent en Belgique au sujet d'une nomination de Léopold III comme gouverneur général ou vice-roi du Congo. « L'ancien souverain s'intéresse en effet beaucoup à la colonie, où il séjourne régulièrement, officiellement pour des raisons privées ou scientifiques », signale Guy Vanthemsche.

### **Le palais entre deux pôles**

Baudouin s'implique toujours plus dans le dossier congolais. En novembre 1957, il incite le Premier ministre socialiste Achille Van Acker à introduire des réformes politiques en vue de créer une structure nouvelle associant la Belgique et le Congo. En vain : rien ne bouge. En 1958, lors de la formation du cabinet social-chrétien homogène conduit par Gaston Eyskens, le roi impose comme ministre des Colonies l'ex-gouverneur général du Congo, le catholique Léo Pétillon, choix qui n'enchantait guère la classe politique, y compris les leaders du PSC.

Au Congo comme en Belgique, certains cercles souhaitent que le roi, garant de l'intégrité de l'« empire », symbolise la résistance aux velléités d'autonomie de la colonie. En revanche, d'autres milieux voient en lui la caution idéale de la lutte pour l'émancipation. « Au cours des années tragiques qui suivront, Baudouin va constamment osciller entre ces deux tendances, constate Fralon. D'abord parce qu'il est lui-même partagé, comme il le sera toute sa vie, entre une charité réelle et une incapacité tout aussi réelle d'intégrer ces sentiments dans une vision politique à plus long terme. Ses contradictions personnelles seront exacerbées par les divergences de son entourage. »

### **Le discours majeur du règne**

Le 13 janvier 1959, une semaine après les émeutes de Léopoldville réprimées dans le sang, Baudouin adresse à ses concitoyens un discours qui, selon l'historien Jean Stengers, « a été probablement l'acte le plus important du règne » (*L'Action du roi en Belgique depuis 1831*, Duculot, 1992). Le roi prononce le mot tabou, « indépendance ». Elaborée et prononcée à l'insu du gouvernement, sauf du Premier ministre qui couvre la couronne, la déclaration royale révèle à quel point Baudouin et son entourage poursuivent des objectifs propres.

Sans doute effrayé par l'impact de son discours, Baudouin écrira à Eyskens, le 4 septembre 1959 : « Il nous faut sauvegarder

au Congo les droits imprescriptibles que se sont créés nos pionniers [...]. Si nous devions perdre l'incomparable patrimoine que nous a légué le génie de Léopold II et qui, jusqu'à présent, fait notre orgueil, la Belgique en subirait un préjudice moral et matériel incalculable. »

### **Baudouin joue « perso »**

Entre-temps, en avril 1959, le roi a opposé son veto à la nomination d'un nouveau gouverneur général au Congo. Il impose le maintien d'Hendrik Cornelis, pourtant critiqué. Une fois de plus, le gouvernement cède. En décembre, Baudouin décide de se rendre au Congo. Ce voyage impromptu et non préparé dans la colonie en pleine effervescence prend au dépourvu le gouvernement belge, qui n'a pu en délibérer. Des observateurs ne manquent pas de souligner le caractère « limite » de l'action royale sur le plan constitutionnel.

A Stanleyville, la foule s' imagine que Baudouin est venu libérer « son ami » Lumumba, emprisonné pour son rôle dans les émeutes de la fin octobre. Mais le roi considère désormais Lumumba comme un agitateur. En ce 17 décembre 1959, jour du 50<sup>e</sup> anniversaire du décès de Léopold II, Baudouin veut aller fleurir le monument à la gloire du roi-bâtitseur, situé à deux pas de la prison. La gendarmerie doit disperser les manifestants déçus à coups de gaz lacrymogène. Le soir, le roi, conscient de la dégradation de la situation, confie au gouverneur de province Pierre Leroy : « Nous allons abandonner le Congo dans la honte et avec beaucoup de morts. »

### **Plans royaux torpillés**

Au crépuscule de l'empire colonial belge, le palais et le gouvernement ne sont plus du tout sur la même longueur d'onde. Le grand maréchal de la Cour, Gobert d'Aspremont Lynden, déplore, dans une conversation confidentielle avec l'ambassadeur de France, la « politique d'abandon généralisé » du gouvernement, qui a renoncé à envoyer des troupes belges au Congo pour y rétablir l'ordre par crainte de déclencher une « guerre d'Algérie » dans la colonie.

L'option militaire rejetée, une Table ronde belgo-congolaise est organisée à Bruxelles début 1960. Les participants belges promettent de remettre « toutes les clés » aux Congolais. Le gouvernement a donc abandonné l'idée de faire du Congo

une monarchie, dont Baudouin serait le souverain. Un terme définitif est mis au rêve du roi d'assumer les destinées de l'ex-colonie plus ou moins indépendante.

### **Le réquisitoire de Lumumba**

Le 30 juin 1960, jour de l'accession du Congo à l'indépendance, le roi lit à Léopoldville un discours maladroit, empreint du meilleur paternalisme : il dresse un tableau idyllique de la colonisation et demande aux Congolais de se montrer dignes de la confiance des Belges. La réplique mémorable de Lumumba, le Premier ministre congolais, est un terrible réquisitoire contre le colonialisme : « Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir... »

Baudouin supporte mal ce discours, mais il est surtout en rage contre Gaston Eyskens, qui aurait pu éviter l'incident. Au lendemain de l'indépendance, la situation se dégrade au Congo : la Force publique entre en rébellion, le Katanga fait sécession, des exactions sont commises contre les Blancs.

### **Le « complot » du roi**

Début août, Baudouin prend une initiative qui, dix ans après la Question royale, menace de remettre la monarchie sur la sellette : il demande à Eyskens, jugé trop faible et « discrédité » par l'échec de sa politique congolaise, de démissionner. Il veut remplacer le gouvernement par un cabinet dit « d'affaires », favorable à une ligne dure, sous la houlette du catholique Paul van Zeeland ou du socialiste Paul-Henri Spaak. Le président du PSC, Théo Lefèvre, adjure le roi d'abandonner son attitude interventionniste et déplore le soutien apporté par le Palais à la cause katangaise. Le « président » du Katanga, Moïse Tshombe, jouit alors de l'estime, publiquement exprimée, du roi des Belges.

Le « complot » royal échoue : Eyskens reste en place. Mais la ligne dure marque des points quelques semaines plus tard, à l'occasion d'un remaniement ministériel : le 2 septembre, Harold d'Aspremont Lynden, neveu du grand maréchal de la Cour, devient ministre des Affaires africaines. Le choix n'est pas sans signification : d'Aspremont assume alors la direction de la Mission technique belge (Mistebel) qui soutient activement la sécession katangaise. Il jouera un rôle controversé dans l'élimination de Patrice Lumumba, en janvier 1961.

### **Le Palais et l'élimination de Lumumba**

La commission d'enquête parlementaire belge chargée de faire la lumière sur cet assassinat a établi, en 2001, que le Palais entretenait des liens étroits avec des responsables belges impliqués dans l'affaire. Une lettre du major Guy Weber, conseiller militaire de Tshombe, a été retrouvée dans les archives royales. Datée du 19 octobre 1960, elle est adressée au chef de cabinet du roi. Weber fait savoir au palais que Tshombe a eu une « excellente entrevue » avec Mobutu et il précise : « On neutralise complètement (et si possible physiquement...) Lumumba. »

Une semaine plus tard, le roi fait rédiger un projet de lettre à envoyer à Tshombe. Le roi lui donne du « Monsieur le Président », comme si le leader katangais était un chef d'Etat reconnu. Le texte cible sans équivoque le Premier ministre congolais révoqué : « Une association de quatre-vingts années comme celle qui a uni nos deux peuples crée des liens affectifs trop étroits pour qu'ils puissent être dissous par la politique haineuse d'un seul homme. » Dans la version finale, le mot « haineuse » a été biffé. Selon le sociologue Ludo De Witte, auteur de *L'Assassinat de Lumumba* (Karthala, 2000), cette lettre est une approbation implicite du palais au plan conçu pour éliminer Lumumba, vu comme le responsable de la crise congolaise. ♦

# RWANDA

## L'AMI HABYARIMANA

En octobre 1990, Baudouin presse le gouvernement belge d'intervenir militairement à Kigali pour secourir le régime d'Habyarimana. Eclairage sur l'influence politique du roi, qui appréciait un président rwandais d'apparence si pieuse lors de ses visites à Laeken.

PAR OLIVIER ROGEAU

**L**e 7 août 1993, à Bruxelles, de nombreux chefs d'Etat suivent le cortège funèbre de Baudouin, décédé une semaine plus tôt dans sa propriété de Motril, en Espagne. Parmi les dirigeants étrangers présents : le président rwandais Juvénal Habyarimana, ami personnel du roi des Belges pendant plus de vingt ans, et son homologue français François Mitterrand qui, depuis le début du conflit rwandais, en octobre 1990, ne ménage pas son soutien au régime de Kigali. « Le roi Baudouin était pour nous, Rwandais, tout un symbole, assure Habyarimana dans son hommage au défunt. Artisan de l'indépendance de notre pays et trait d'union entre les peuples belge et rwandais, le souverain n'a jamais cessé de nous faire l'honneur de sa sollicitude. Nous n'oublierons jamais sa constante disponibilité à l'égard de notre pays. » On ne peut être plus clair.

Avant même l'indépendance du Ruanda-Urundi, le 1<sup>er</sup> juillet 1962, le roi s'était pris pour le « tuteur » de ces deux petits pays, qui avaient tout pour lui plaire : leurs habitants, durs à la tâche, agriculteurs sérieux et opiniâtres, lui apparaissaient moins exubérants et dépensiers que les Congolais. Handicapé par une densité de population très élevée et de faibles ressources minières, le pays des mille collines, qualifié d'« élève modèle », parvenait à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Autre raison de l'affection de Baudouin pour le Rwanda : ce pays était de longue date le bastion des missionnaires belges. Baudouin et Fabiola s'y étaient rendus en 1970 et le roi avait tenu à y retourner en 1987, pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du pays, alors que sa santé était défaillante. Le couple royal n'avait pas caché son émotion quand la foule, descendue des collines proches de Kigali, avait crié inlassablement « Vive Baudouin et Fabiola ».

**La missive royale  
lue par Martens  
en conseil des  
ministres aurait dû  
rester secrète**

### Une amitié « charismatique »

L'arrivée au pouvoir, lors du coup d'Etat militaire de juillet 1973, du général Habyarimana, catholique convaincu, avait été accueillie avec joie au palais royal et dans les milieux chrétiens. Le Rwanda a été pendant des décennies l'enfant chéri de l'Eglise catholique, des partis démocrates chrétiens et de l'administration de la Coopération au développement, fief social-chrétien flamand. Entre eux, les libéraux et francs-maçons parlaient du Rwanda comme d'une « terre perdue » ou d'une « province CVP », et qualifiaient le régime d'Habyarimana de « dictature cléricale ». A la fin des années 1980, Jean Gol, chef de file des libéraux francophones, considère les Tutsis comme les « Juifs d'Afrique », toujours persécutés par les Hutus « racistes ».

En revanche, Baudouin, très sensible à ce qu'il appelle « la grâce du Renouveau » (charismatique), apprécie beaucoup Habyarimana, ce chef d'Etat hutu aux apparences si pieuses. A chacune de ses visites à Laeken, le président rwandais se précipite dans la chapelle royale et s'y agenouille, front contre terre, dans la grande tradition du mouvement charismatique. « Baudouin considère Habyarimana comme une sorte de saint et se fâche dès que l'on met en question les qualités morales du président rwandais », signale le journaliste José-Alain Fra-

lon, auteur de *Baudouin. L'homme qui ne voulait pas être roi* (Fayard, 2001). « Il se ferme plus encore lorsqu'on évoque devant lui le système de corruption organisé par la propre femme du président rwandais. A ses yeux, Habyarimana est l'égal d'un Sadate, voire d'un Mandela. »

### Demande d'aide militaire

En 1990, Baudouin intervient directement auprès du gouvernement pour que la Belgique soutienne militairement le président rwandais, dont le régime est en danger. De

fait, le 1<sup>er</sup> octobre, les combattants du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda sont entrés en force au Rwanda et progressent vers Kigali. La plupart des hommes du FPR, mouvement alors peu connu, sont issus de Tutsis rwandais exilés depuis la prise de pouvoir hutu et la décolonisation des années 1959-1963. Leur offensive de 1990 marque le début de quatre années de guerre, de massacres et de déplacements de populations fuyant les combats et les exactions.

L'attaque du FPR a lieu en l'absence d'Habyarimana, en déplacement à New York. Il rentre d'urgence au pays par un vol de nuit, qui le fait transiter par Bruxelles dans la matinée du 3 octobre. Il se précipite alors à Laeken, prie avec Baudouin et obtient du roi la promesse d'une assistance militaire belge. Le président rwandais déjeune ensuite avec le souverain et Wilfried Martens, le Premier ministre CVP. Au cours du repas est évoquée la demande d'aide militaire pour refouler les rebelles tutsi. Martens affirme, dans ses *Mémoires* (2006), avoir répondu qu'une intervention était « impossible », car ce serait « une ingérence dans la politique intérieure d'un pays ». Après le départ du président Habyarimana, Baudouin et Martens se concertent. Puis, le Premier ministre rediscute de la question avec ses principaux ministres, rappelés d'urgence. Le soir même, la Force aérienne expédie à Kigali, aux frais du budget de la Coopération au développement, des munitions commandées par l'armée rwandaise auprès de la FN.

### Les deux lettres du roi

Dans la foulée, le gouvernement Martens décide l'envoi d'un peu plus de 500 militaires au Rwanda, dont des paras de Flawinne et de Tielen. Le communiqué publié le 4 octobre, en fin d'après-midi, précise que ces troupes et leur matériel sont envoyés « dans le cadre d'une action humanitaire ayant pour but de protéger les 1 630 résidents belges, et de permettre, si nécessaire, leur évacuation. » Même si les militaires belges ne participent ni aux combats, ni à la répression contre les Tutsis, l'opération s'avère politiquement délicate : déployés à l'aéroport de Kigali, sur les collines avoisinantes et le long de la route qui relie la zone à la capitale, les paras belges et les légionnaires français envoyés sur ordre de Mitterrand permettent aux Forces armées rwandaises (FAR) de donner toute leur mesure ailleurs. Les contre-attaques meurtrières des FAR

et l'engagement des forces françaises de l'opération Noroît empêchent les rebelles du FPR d'avancer au-delà de Gabiro, à nonante kilomètres de Kigali. Le 11 octobre, au Parlement, l'opposition libérale et écolo conduite par Jean Gol et Magda Alvoet déplore une intervention militaire belge dans un → pays « où les droits de l'homme sont violés ». L'opération est qualifiée d'« aide indirecte » au régime et le retour immédiat des soldats est demandé.

La veille, Baudouin a écrit à Martens pour lui dire combien un retour prématuré des troupes belges du Rwanda, « ce pays ami », lui paraît dangereux : « Cela pourrait accroître fortement les risques de massacres interethniques », prévient le roi. Le 14 octobre, Wilfried Martens, accompagné des ministres Mark Eyskens (Affaires étrangères) et Guy Coëme (Défense), s'envole pour un périple de cinq jours en Afrique dans l'espoir que les pays voisins du Rwanda prennent une initiative en faveur d'un cessez-le-feu. Dès son retour, le 19, « le Premier ministre va faire rapport au roi, qu'il rencontre peu avant 6 heures du matin », racontent les historiens Patrick et Jean-Noël Lefèvre (l'ancien directeur de la Bibliothèque royale et son fils, professeur à l'ULB), auteurs de l'ouvrage *Les militaires belges et le Rwanda : 1916-2006* (Racine, 2006). Baudouin lui remet alors une nouvelle lettre, écrite la veille. Il demande une fois de plus à Martens de « ne pas annoncer ni opérer le retrait des troupes belges [...]. Si nous retirons maintenant nos troupes et nos coopérants, nous déstabilisons le Rwanda », alors que « des pas importants ont été faits par les autorités rwandaises. »

### Bras de fer rouge-romain

C'est avec cette missive royale en poche que Martens convoque, dans la matinée du 19 octobre, un conseil des ministres restreint. Il devait être bref, mais se prolonge anormalement. On apprendra que de profondes divergences ont opposé les socialistes au Premier ministre. Willy Claes (SP), Philippe Moureaux (PS) et Guy Coëme (PS) plaident pour un rappel immédiat des troupes belges, le principe d'un cessez-le-feu ayant été acquis, tandis que les sociaux-chrétiens veulent maintenir une présence militaire aussi longtemps que persiste le risque d'affrontements.

L'indignation de l'opinion face aux arrestations et exécutions de milliers de Tutsis au Rwanda va orienter l'issue du bras de fer rouge-romain : à peine achevée la mission de sécurisation des expatriés, les troupes belges sont rapatriées, alors que les forces françaises, elles, sont maintenues sur place, à la grande

satisfaction du régime. Au même moment, une seconde livraison de munitions commandées (et déjà payées) par Kigali est suspendue par le gouvernement belge. Ce revirement et le retrait des militaires belges auront des conséquences à long terme sur la montée de l'animosité antibelge dans les milieux radicaux hutu. Ainsi, en 1994, Radio Mille Collines continuait à dénoncer la « trahison » belge de 1990. Quand, en décembre 1993, les troupes françaises se retirent du Rwanda à la suite de la mise en place de la Minuar, la mission onusienne de maintien de la paix, cette hostilité du pouvoir civil et militaire hutu se cristallise autour de la présence des Casques bleus belges déployés au Rwanda.

#### **La missive royale divulguée**

Pour autant, la Belgique n'a pas réellement laissé tomber l'armée et le régime rwandais : entre 1991 et 1994, le budget de la Coopération technique militaire belge (CTM) a été doublé. « Ses effectifs ont été discrètement, pour ne pas dire secrètement, gonflés », signale Olivier Lanotte (UCL), spécialiste de l'Afrique centrale, auteur de *La France au Rwanda (1990-1994) : entre abstention impossible et engagement ambivalent* (PIE, 2007). « Parmi les coopérants militaires en mission au Rwanda figurent des officiers supérieurs chargés de conseiller l'état-major des FAR, de même que des éléments des ESR, les "super-paras" de l'armée belge [...]. Depuis le génocide, les autorités belges, qu'elles soient civiles ou militaires, se sont soigneusement attachées à éviter que l'on se penche un peu trop sur les activités de la CTM au Rwanda. »

Quant à la missive royale lue en conseil des ministres restreint du 19 octobre 1990, elle aurait dû rester secrète. Son existence a été divulguée par le magazine néerlandais *Elsevier*, sous la signature d'Hugo Camps. Quel ministre a vendu la mèche au journaliste flamand ? Martens n'a jamais livré de nom. Lors de sa comparution devant la commission spéciale Rwanda, le 26 février 1997, les questions des parlementaires sur l'affaire ont été jugées irrecevables par Frank Swaelen, le président CVP de la commission, qui veillait à verrouiller les débats. Dans l'en-

tourage du Premier ministre, le camp « progressiste », prompt à critiquer un président rwandais qui affichait avec ostentation sa foi catholique, a été pointé du doigt. Le « traître » était-il le socialiste flamand Willy Claes, ami d'Hugo Camps, comme le prétendent certaines sources ?

#### **La colère de Baudouin**

Une certitude : la lettre du roi n'a pas eu l'effet escompté par le Palais, puisque les paras belges ont été rapidement rapatriés. Elle confirme toutefois l'implication directe de Baudouin dans la politique rwandaise de la Belgique et les efforts répétés du souverain pour que l'on porte assistance à son ami Habyarimana. La Maison royale recevait une copie des télex de l'ambassade belge à Kigali et les notes d'information du SGRS, le service de renseignements de l'armée belge, signalait *Le Vif/L'Express* dans son enquête du 7 mars 1997 sur le jeu d'influence de la Cour dans ce dossier. Mais les contacts privilégiés maintenus entre Baudouin et le président rwandais semblent avoir rendu l'entourage du roi myope face aux nombreux avertissements qui provenaient de Kigali : caches d'armes, listes de personnalités à éliminer...

Le crédit dont jouissait Habyarimana auprès du roi finira tout de même par faiblir, le régime hutu ne cessant de se radicaliser. Pour l'historien Léon Saur, spécialiste des relations entre le monde social-chrétien belge et le pouvoir rwandais (*Les sabre, la machette et le goupillon*, Mols, 2004), le masque tombe pour de bon

à la fin de l'année 1992, quand le président rwandais qualifie les accords de paix d'Arusha de « chiffon de papier » et cautionne le discours extrémiste. « Le chef de l'Etat belge était de plus en plus ulcéré par les faux-semblants, notamment son manège quelque peu éculé de fervent catholique, et le double jeu du président rwandais », confirme Olivier Lanotte. Ainsi, selon une source proche du Palais dont le témoignage a été recueilli par Léon Saur, le roi se serait mis en colère contre Habyarimana :

« Maintenant, ça suffit ! Il faut jouer le jeu d'Arusha ! » Le ton peu diplomate de Baudouin contraste alors avec les « remontrances molles » du président Mitterrand. Une constante, en revanche : comme en octobre 1990, quand il invite le gouvernement belge à voler au secours du Rwanda, le roi semble être allé au-delà du rôle étroit que lui impose la Constitution.

### **Huit mois après, le génocide**

L'intérêt du Palais pour le Rwanda s'est poursuivi, quoique dans une moindre mesure, après l'avènement d'Albert II. On connaît la suite : le soir du 6 avril 1994, huit mois après les funérailles du roi Baudouin, Habyarimana, au pouvoir depuis vingt-et-un ans, est tué dans son Falcon présidentiel, frappé par un missile sol-air alors que l'avion est en phase d'atterrissage à Kigali.

PHOTO

Le président rwandais venait d'accepter, sous la pression internationale, de mettre en place les institutions de transition prévues par les accords de paix d'Arusha. Ce faisant, il s'est mis à dos une partie de son entourage. A neuf mois du 25<sup>e</sup> anniversaire du génocide rwandais, les responsabilités dans l'attentat, détonateur des massacres, ne sont pas encore établies. ♦

# OBJECTION ROYALE DE CONSCIENCE

Le réalisateur belge Philippe Van Leeuw, auteur d'*InSyriated*, prépare un film sur le roi Baudouin. Ce ne sera pas un biopic, mais le portrait d'un objecteur de conscience. Tournage prévu, en principe, en 2019.

PAR OLIVIER ROGEAU

« Au début, j'étais un peu dubitatif. Le sujet m'apparaissait fort éloigné des thèmes abordés dans mes précédents projets. Puis, l'idée de faire un film sur le roi Baudouin m'a paru intéressante. L'oncle du roi des Belges actuel est un personnage profondément romanesque. »

Auteur, en 2009, du long métrage *Le jour où Dieu est parti en voyage*, évocation du génocide rwandais, et, l'an dernier, d'*InSyriated*, plongée dans le quotidien d'une famille syrienne piégée par la guerre – film couronné par six Magritte en février dernier –, Philippe Van Leeuw travaille non pas sur un biopic au sens propre, mais sur un moment historique précis et aigu de la vie de Baudouin : ce fameux 3 avril 1990, où le roi a fait trembler la Belgique en refusant de signer la loi dépénalisant partiellement l'avortement. A partir de ce noyau dur chargé d'intensité dramatique, le film se déploiera librement dans le temps et dans l'espace. Un angle qui, reconnaît le réalisateur belge, rappelle celui du réalisateur chilien Pablo Larrain dans son film *Jackie* (Natalie Portman dans le rôle de la First Lady dont le mari, JFK, vient d'être assassiné).

« Il y aura donc des flashbacks, confirme l'auteur, car tout est imbriqué dans la trajectoire du roi Baudouin, personnage complexe. » Philippe Van Leeuw juge le projet délicat : « Je n'ai pas envie de donner du grain à moudre aux militants pro-life. Pour ces mouvements antiavortement, Baudouin est une figure de proue. En revanche, l'objection de conscience est un sujet passionnant. Le roi a invoqué un "grave problème de conscience", qui mérite le respect. »

C'est le producteur français Dominique Besnehard qui, en août 2017, lors du festival du film francophone d'Angoulême,

dont il est directeur général, a proposé le projet au réalisateur belge. « Besnehard y songe en fait depuis plus de quinze ans, raconte Van Leeuw. François Mitterrand lui a mis la puce à l'oreille. Le producteur accompagnait l'actrice Nathalie Baye à un dîner avec le président français. Ils ont parlé des monarchies européennes. Pour Mitterrand, les rois étaient des personnages décadents. Seule exception à ses yeux : Baudouin, qu'il considérait comme un saint. »

Van Leeuw en est encore au stade de l'écriture du film, qui devrait bénéficier, confie-t-il, d'un financement français, belge et européen. « J'espère pouvoir le tourner en 2019. Il ne suffit pas de trouver le budget, faut-il encore que les acteurs pressentis soient disponibles au bon moment. » ♦

## Baudouin : les dates clés

**1930** Naissance à Bruxelles, le 7 septembre.

**1935** Baudouin perd sa mère, la reine Astrid.

**1940** Exode en France, en Espagne, puis retour à Laeken.

**1945** Installation à Pregny, en Suisse ; études dans un collège à Genève.

**1950** Retour en Belgique.

**1951** Baudouin devient le 5<sup>e</sup> roi des Belges, au lendemain de l'abdication de son père, Léopold III.

**1960** Epouse Fabiola de Mora y Aragon.

**1961** En janvier, Léopold et Lillian s'installent au château d'Argenteuil et la famille royale se divise.

**1990** Le 3 avril, « interruption volontaire de régner », le temps que les ministres signent et promulguent la loi sur la dépénalisation partielle de l'avortement.

**1993** Le 31 juillet, Baudouin meurt d'un arrêt cardiaque dans sa villa de Motril, en Espagne.